



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1519

Texte de la question

## POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

**M. le président.** La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

**M. Alain Bocquet.** Avant de poser ma question, je veux réaffirmer la nécessité que, tous ensemble, nous poursuivions l'action engagée pour la libération de nos deux otages en Irak, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, ainsi que de leur chauffeur syrien, en faisant confiance à la diplomatie française. *(Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

J'en viens à ma question, monsieur le Premier ministre.

Chômage en forte hausse : notre pays compte 2 453 000 demandeurs d'emploi, soit plus 2,2 % en un an.

**M. Ghislain Bray et M. Lucien Degauchy.** C'est à cause des 35 heures !

**M. Alain Bocquet.** Restructurations, délocalisations, désindustrialisation : en 2003, la France a perdu 75 000 emplois.

**M. Lucien Degauchy.** Les 35 heures !

**M. Alain Bocquet.** Privatisations, avec, à la clé, des dizaines de milliers d'emplois supprimés.

**M. Georges Tron.** Les 35 heures !

**M. Alain Bocquet.** L'État, premier licencié de France : 13 000 postes supprimés dans la fonction publique en 2004 et 2005. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Chiffre record jamais atteint depuis la création du RMI : plus d'un million d'allocataires sont condamnés à vivre avec moins de 418 euros par mois.

Hausse spectaculaire des prix à la consommation, baisse du pouvoir d'achat des salaires et des pensions, attaques, cet été, contre la réversion et le livret d'épargne populaire.

Associations caritatives débordées de demandes de secours : le nombre de bénéficiaires, depuis le 1er janvier, a augmenté de 50 %.

Voilà, à l'occasion de cette rentrée, le triste bilan de votre politique, monsieur le Premier ministre.

Par contre, on assiste à une véritable flambée des profits financiers. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Oui : 23 milliards d'euros au premier semestre, soit plus 68 %. Les banques exultent, les privilégiés de la fortune " amassent des tas d'or ", comme l'a titré un quotidien, et votre majorité s'apprête pourtant à alléger l'impôt sur les grandes fortunes, voire à le liquider. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

On ne saurait être plus cynique. Alors même que le Conseil des impôts vient de vous déjuger, vous persistez imperturbablement à offrir des cadeaux fiscaux au grand patronat, cédant aux injonctions du MEDEF et des marchés financiers. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

**M. le président.** Monsieur Bocquet, veuillez poser votre question.

**M. Alain Bocquet.** Cela vous vaudra peut-être un jour d'avoir votre statue au palais Brongniart mais, pour l'heure, vous conduisez la France et son peuple droit dans le mur. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

**M. Yves Nicolin.** C'est toujours mieux que le goulag !

**M. Alain Bocquet.** Je conclus. Qu'attendez-vous, monsieur le Premier ministre, pour faire sauter le verrou posé

sur l'économie française par la Banque centrale européenne et les banques françaises ?

**M. Ghislain Bray.** Ça suffit !

**M. Alain Bocquet.** Qu'attendez-vous pour engager enfin une vraie politique de formation, d'emploi et de hausse du pouvoir d'achat afin de relancer l'économie du pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

**M. Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.** Monsieur le président Bocquet, vous êtes trop averti des choses de ce pays pour ignorer qu'au-delà des déclarations la France a un problème de cohésion sociale. *(Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

**M. Alain Néri.** Ça !

**M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.** Ce n'est pas de ce gouvernement que date la crise du logement social, sans précédent depuis la guerre. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Ce n'est pas de ce gouvernement que date le triplement du nombre des allocataires du RMI. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Et ce n'est pas ce gouvernement qui est responsable du plus mauvais taux d'activité et d'emploi des jeunes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Alors, que faisons-nous, maintenant ? Nous avons pris trois directions, et vous le savez.

Vous connaissez notre programme en matière de logement social et de rénovation urbaine, puisque vous le copilotez avec nous : il prévoit un triplement des moyens.

Nous avons lancé - et il sera soumis au Parlement - un énorme programme d'emploi des jeunes,...

**Mme Martine David.** Emplois-parkings !

**M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.** ...qui passe notamment par l'alternance et l'apprentissage. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

**M. Michel Lefait.** Avec quel argent ?

**M. le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.** Et nous proposons - cela sera soumis au Parlement -, pour ceux qui le souhaitent, de transformer le RMI, qui est un tout petit revenu, sans guère d'insertion ni de travail, en un contrat d'avenir. Un million de contrats d'avenir seront ainsi proposés d'ici à quinze jours. Voilà une action, un coup de rein massif, dont notre pays peut s'enorgueillir. *(Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Pour le reste, monsieur le président Bocquet, vous savez très bien que nous avons trouvé une croissance en effondrement, mais qu'elle repart, difficilement, douloureusement, et que nous continuerons à la soutenir.

*(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Comment ? Par une mesure des plus importantes : la revalorisation du SMIC - c'est-à-dire du pouvoir d'achat des plus petits revenus du travail - de près de 17 % en trois ans. Franchement, cela, c'est du progrès social.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bocquet](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1519

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** emploi

**Ministère attributaire :** emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 6 octobre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 octobre 2004